

Ministère de la Culture
CFDT, CFTC, CGT, FSU, SUD, UNSA

11 octobre, la mobilisation, la grève

11 octobre, un tremplin pour la lutte des agents du ministère de la Culture

La crise c'est eux, la solution c'est nous...Tous ensemble

Le capitalisme et l'économie casino sont les seuls responsables de la situation dans laquelle nous sommes plongés au même titre que nos voisins européens. Cette crise n'est pas la nôtre. Ce n'est pas aux salariés de payer l'addition laissée par un système qui marche sur la tête. Nous refusons de nous soumettre à la dictature des marchés et aux plans d'austérité imposés via les agences de notation.

Alors que les profits des grandes entreprises et les dividendes versés aux gros actionnaires ne cessent de s'envoler et que les cadeaux faits aux plus riches continuent, François Fillon a présenté le 24 août dernier un nouveau plan de rigueur injuste et inéquitable. Ce plan inacceptable pèse essentiellement sur les travailleurs et les familles. Il va encore aggraver la situation des plus démunis. Les mesures avancées par le gouvernement sont irresponsables au regard des chiffres record du chômage et de la pauvreté.

Face aux campagnes de désinformation orchestrées par le pouvoir, il faut remettre les choses à leur place : 3000 millions, c'est le montant de la facture présentée aux salariés et aux retraités (dont la taxation des mutuelles qui passe de 3,5 à 7% et qui pénalise d'abord les faibles revenus) ; 200 millions, le montant dérisoire de la « contribution exceptionnelle sur les hauts revenus ». Sans commentaire !

Les coups très rudes portés à la santé, à la protection sociale, au pouvoir d'achat participent d'une politique arbitraire qui nous conduit à la récession et nous mène droit dans le mur.

La Fonction publique et ses agents, encore et toujours dans le collimateur du gouvernement

S'agissant plus particulièrement des coups portés à la Fonction publique et ses agents, et plus largement aux services publics, le gouvernement persiste et signe.

Avoir détruit près de 200 000 emplois en 5 ans ne leur suffit pas encore. Ceux qui tiennent le stylo du prochain programme électoral du parti du Président envisagent très sérieusement de muscler un peu plus la RGPP en passant notamment du non remplacement d'un départ sur deux à...deux sur trois.

Mais la RGPP, c'est aussi le diktat de restructurations incessantes et de « pratiques » managériales qui affectent dangereusement les conditions de travail et menacent hélas de plus en plus souvent les personnels dans leur intégrité.

Ce sont encore les mêmes qui ont décidé du gel de la valeur du point sur 2011 et 2012, gel des salaires constitutif d'une perte sans précédent du pouvoir d'achat. Les mêmes qui piétinent allègrement nos qualifications et réduisent les déroulements de carrière à néant.

Pour l'intersyndicale Culture, aucune hésitation : dans l'unité la plus large, nous devons combattre sans relâche cette politique anti-sociale et anti-service public comme nous le faisons ensemble au ministère depuis bientôt 5 ans.

Ministère de la Culture en danger, ministère mobilisé

Démantèlement administratif et structurel, casse des missions, destruction des emplois, dégradation des conditions de travail, notre ministère, ses services à Paris comme en régions, ses établissements publics ne sont pas épargnés. A cette politique libérale et ces méthodes inédites, les agents, tous secteurs et tous statuts confondus, opposent une résistance farouche.

Malgré cela, aujourd'hui, ceux qui confisquent le pouvoir et dont l'impopularité atteint des sommets entendent dans la dernière ligne droite donner un très gros coup d'accélérateur aux réformes contre le ministère.

Politique de la terre brûlée et méthodes inqualifiables

Les instructions de l'Elysée et de Matignon à Frédéric Mitterrand sont extrêmement claires : le ministre et son cabinet ont un peu plus de 3 mois pour finir le sale boulot de la RGPP et du CMPP (conseil de modernisation des politiques publiques, présidé par Nicolas Sarkozy en personne).

De quoi s'agit-il donc : en finir avec les SCN (les services à compétence nationale) au seul motif qu'ils font tache dans un projet entièrement motivé par le désengagement de l'Etat et la marchandisation de la culture ; faire voler en éclats le réseau des musées nationaux dont l'ossature historique est constituée de...SCN ; d'ici à la fin de cette année, en conséquence, faire passer à la volée et en toute hâte pas moins de 3 textes : la fusion-absorption Cité de la Céramique-Adrien Dubouché (un SCN), la fusion-absorption CNHI-Aquarium (autre SCN) et...la MHF (Maison de l'histoire de France).

La MHF, ô combien controversée et contestée, est bien la pierre angulaire de cette opération de casse. Au moyen d'un GIP (groupement d'intérêt public), elle pourrait vassaliser 8 autres musées SCN tout en menaçant explicitement les Archives nationales dans leurs missions et implantations, donc dans leur devenir.

Et avec le MUCEM, il s'agit d'en finir avec l'ethnologie, de confier les collections à un partenariat public-privé et d'externaliser des pans entiers des emplois par la création d'un établissement public.

Après tout cela, que dire du « dialogue social » : on n'en est même plus au stade du mépris mais à celui de la négation pure et simple. Là ! Toutes les bornes sont franchies. Nous sommes vraiment passés dans autre chose.

DRAC-STAP, CMN, amplifier là aussi la mobilisation

N'en déplaise au ministre, il ne suffit pas d'une visite en Auvergne ou ailleurs pour répondre à l'immense attente des personnels des DRAC et apaiser la colère exprimée par un mouvement unitaire de plusieurs mois. Les DRAC ont besoin de moyens. Elles ont besoin d'effectifs. Elles doivent être confortées dans leurs missions et cela bien au-delà des effets de manche et des effets d'annonce. Chorus ou pas, les agents des DRAC doivent retrouver sans attendre des conditions de travail digne de ce nom, c'est impératif !

Quant au CMN, la précarité et la pression exercée sur les personnels ont atteint le seuil du supportable. Là aussi, un changement profond de politique s'impose. Et c'est urgent !

Au Ministère, toutes et tous concernés

De l'administration centrale durement frappée par les suppressions de postes et les réorganisations successives aux établissements publics victimes à la fois d'une pénurie d'emplois et de graves coupes budgétaires (probablement - 40 millions en 2012), nous avons toutes et tous besoin de solidarités effectives et d'actions communes.

Face aux plans d'austérité, la règle d'or pour les salariés, c'est la mobilisation, la solution, ce sont les revendications

Par la grève, dans les manifestations, nous pouvons imposer d'autres choix. Pour le service public, pour le ministère, pour les salaires (et notamment le point d'indice), pour l'emploi, pour un plan de résorption de la précarité, pour le respect des conditions de travail et des personnes, **L'INTERSYNDICALE APPELLE L'ENSEMBLE DES PERSONNELS DU MINISTERE A SE FAIRE ENTENDRE LE 11 OCTOBRE.**

TOUTES ET TOUS EN GREVE*, ENSEMBLE DANS LES MANIFESTATIONS A PARIS COMME EN REGIONS (notamment pour les collègues des DRAC, des écoles, des monuments, de l'archéologie...)

Résolument à l'offensive sur toutes nos revendications, faisons du 11 octobre un tremplin pour les luttes au Ministère de la Culture

* L'intersyndicale a déposé un préavis de grève pour le 11 octobre qui couvre l'ensemble des agents du MCC.